

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

JUILLET 2018

ARST_2018_080	INTERDICTION_ACCES_RUELLE_DU_CLOS_DU_ROY_DU 02.07.18 AU 09.07.18	1-2
ARST_2018_081	RUE_JULES_FERRY_REFECTION_TOITURE_ ENTREPRISE_GENTIL_DU 10.07.18 AU 24.08.18	3-5
ARST_2018_082	TRAVAUX_ESPAGNAC_27_RUE_DE_LA_PAULEE_ AUTORISATION_ACCES_CHEMIN_CLOS_DU_ROY_DU 03.07.18 AU 31.07.18	6-7
ARST_2018_083	CEREMONIE 14 JUILLET	8-9
ARST_2018_084	DEMENAGEMENT_6_RUE_GEORGE_SAND_EL_FATIMI_ 13.07.18	10-11
ARST_2018_085	LHTP_93_RUE_DE_MARSANNAY_DU 16.07.18 AU 27.07.18	12-13
ARST_2018_086	LHTP_TRAVAUX_RESEAU_TELECOM_18_RUE_ MONTGOLFIER_DU 16.07.18 AU 27.07.18	14-15
ARST_2018_087	TRAVAUX_FOURREAUX_TELECOM_RUE_ERNEST_ RENAN_MS2R_DU 13.07.18 AU 31.07.18	16-17
ARST_2018_088	INTERDICTION_VEHICULES_MOTORISES_ET_FEUX_ PLATEAU_DE_CHENOVE	18-19
ARST_2018_089	POSE_BENNE_POUR_TRAVAUX_LAGOUTTE_18_RUE_ JULES_BLAIZET_26.07.18	20-21
ARST_2018_090	DUC_ET_PRENEUF_TAILLE_HAIE_URGO_DU 31.07.18 AU 04.08.18	22-23
ARST_2018_091	TRAVAUX_SCELLEMENT_AVALOIRS_SNCTP_DU 25.07.18 AU 31.07.18	24-25
ARST_2018_092	DEMENAGEMENT_CABINET_IMAGERIE_18_RUE_ST_ EXUPERY_25.07.18	26-27
ARST_2018_093	TRAVAUX_EVI_BOURGOGNE_BUNGALOW_DE_ CHANTIER_72_RUE_MAXIME_GUILLOT_DU 19.07.18 AU 03.08.18	28-29

ARST_2018_094	TRAVAUX_RESEAU_TELECOM_1_RUE_DAGUERRE_ LHTP_DU 06.08.18 AU 10.08.18	30-31
ARST_2018_095	POSE_BENNE_TRAVAUX_CHESNOT_4_RUE_DE_ GENEVE_DU 06.08.18 AU 08.08.18	32-33
ARST_2018_096	STATIONNEMENT_CAMION_DEMENAGEMENT_PETRIAT _5B_IMPASSE_HENRI_MARC_DU 14.08.18 AU 18.08.18	34-35
ARST_2018_097	STATIONNEMENT_CAMION_DEMENAGEMENT_GUILLOT _103_RUE_DE_MARSANNAY_17.08.18	36-37
ARST_2018_098	TRAVAUX_BER21_RESEAU_CHAUFFAGE_URBAIN_RUE _HERRIOT_DU 06.08.18 AU 28.09.18	38-39

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation sur la ruelle dite « du Clos du Roy ».

### ARRÊTE

#### Article 1 :

En raison d'un risque d'effondrement d'une toiture, la ruelle dite « du Clos du Roy » est **strictement interdite à toute circulation** (piétons, vélos, etc), dans la partie comprise entre la rue Roger Salengro et le chemin dit « du dessus du Clos du Roy ».

#### Article 2 :

**Cet arrêté est exécutoire du 2 juillet au 9 juillet 2018.**

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du centre technique municipal à chaque entrée de la ruelle.

#### Article 4 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise PEDRON,  
Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la mise en place d'une grue par l'entreprise GENTIL il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement 22 rue Jules Ferry.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise GENTIL est autorisée à intervenir pour des travaux de réfection de la toiture du groupe scolaire 22 rue Jules Ferry.  
10 Places de stationnement seront neutralisées et réservées pour la mise en place de cet équipement (voir plan joint).  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 10 juillet au 24 août 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise GENTIL sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise GENTIL, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise GENTIL,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux chez M. ESPAGNAC au 27 rue de la Paulée, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

En vue de la réalisation de travaux au 27 rue de la Paulée, il y a lieu d'autoriser M. ESPAGNAC à circuler sur le chemin dit « du bas du Clos du Roy » et à remblayer le fossé au droit de sa propriété pour permettre l'accès des engins de travaux. M. ESPAGNAC devra replanter des végétaux en lieu et place de ceux arrachés. En cas de dégradation des murets, il s'engage à les reconstruire à l'identique. Les matériaux utilisés pour remblayer la noue devront être évacués dès la fin des travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 31 juillet 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par M. ESPAGNAC sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

#### **Article 4 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 5 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur ESPAGNAC, 27 rue de la Paulée, 21300 CHENOVE,  
Police Municipale,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2018

Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la cérémonie commémorative nationale du 14 Juillet, le samedi 14 juillet 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Le stationnement est interdit, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 9h00 à 12h00.

### **Article 2 :**

La circulation est interdite pendant la durée de la cérémonie et du défilé à partir de 11h00

- rue du 11 Novembre 1918,
- rue Jules Blaizet,
- rue Charles Poisot,
- rue Jean Druet,
- rue Alfred Changenet,
- place du Monument,
- place Anne Laprévote,
- rue Armand Thibaut,
- place Pierre Meunier.

### **Article 3 :**

**Cet arrêté est exécutoire le samedi 14 juillet 2018.**

### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

### **Article 5 :**

La protection du circuit et la signalisation correspondante seront fournies et mises en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 3 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic BAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement 6 rue George Sand, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### ARRÊTE

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement 6 rue George Sand, il convient d'autoriser l'accès au bout du bâtiment, d'interdire le stationnement sur la voie pompiers et de réserver 2 places de stationnement pour le stationnement du camion de déménagement

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le 13 juillet 2018 de 7 h à 19 h.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
CTM,

Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 93 rue de Marsannay.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 93 rue de Marsannay pour des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom.  
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement piéton.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 16 juillet 2018 au 27 juillet 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
KEOLIS-DIVIA,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 juillet 2018

Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,  
  
Ludovic RAILLARD



## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 18 rue des Frères Montgolfier.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 18 rue des Frères Montgolfier pour des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom.  
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement piéton.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 16 juillet 2018 au 27 juillet 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
KEOLIS-DIVIA,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de pose de fourreaux et de chambres Télécom par l'entreprise MS2R il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit de la rue Ernest Renan.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise MS2R est autorisée à intervenir au droit de la rue Ernest Renan pour des travaux de pose de fourreaux et de chambres Télécom.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux sera interdit d'une part dans cette voie côté piscine (sur 30 mètres linéaires), et d'autre part au droit des numéros 10 (sur 40 mètres linéaires) rue George Sand.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement piéton.

La circulation sera interdite au droit de cette voie, et le sens de circulation sera inversé dans cette portion.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire jusqu'au 31 juillet 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise MS2R sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise MS2R sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

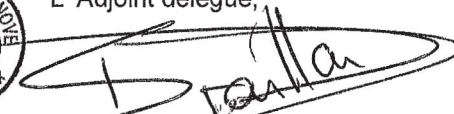
#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise MS2R,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 13 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

**N°ARST\_2018\_088****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu notamment l'article L 2212-1 et L 2212-2 5° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notamment l'article L 322-1 du Code Forestier,

Vu notamment l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2004 portant réglementation des feux de plein air dans les zones relevant du régime forestier,

Considérant les incendies de juillet 2015 qui ont fortement dégradé les espaces boisés du Plateau de Chenôve et menacé les habitations proches,

Considérant, les risques de départs de feux susceptibles d'avoir de graves conséquences pour le Plateau de Chenôve, ses espaces occupés et ses espaces naturels classés zone Natura 2000, la Côte de Nuit objet d'une procédure en cours en vue d'un classement, outre ses deux espaces inventoriés dans les zones naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF 1 : Combe du Pré – ZNIEFF 2 : côte et arrière côte de Dijon),

Considérant corrélativement l'impérieuse nécessité de prévenir les risques d'incendie en posant diverses interdictions pendant une période à risques applicable à la période estivale,

**ARRÊTE****Article 1 :**

Afin d'éviter tous risques liés aux projections d'étincelles, jets divers... la circulation des véhicules à moteur est interdite, sauf les véhicules de services de sécurité et d'urgence et leurs ayants droits, depuis l'extrémité située en amont de la rue Jean Jean Cornu, matérialisée par une barrière physique sur les portions des chemins ruraux N°9 dit de Corcelles les Monts et N°27 dit de la Montagne, jusqu'à la barrière située à hauteur du parking desservi par ce chemin, ce pendant la période à risques mentionnée à l'article 5 du présent arrêté.

**Article 2 :**

Pendant la période à risque spécifiée à l'article 5 du présent arrêté, il est interdit à toute personne de fumer sur l'ensemble du Plateau de Chenôve, étant précisé que cette interdiction s'étend non seulement aux bois, forêts, plantations et reboisements mais également aux pelouses. Cette interdiction s'applique également aux usagers des voies publiques traversant ces terrains.

**Article 3 :**

Les usagers du Plateau de Chenôve sont informés que tous les feux, de quelque nature que ce soit, sont interdits, non seulement dans les zones relevant du régime forestier et jusqu'à une distance de 200 mètres de ces terrains, mais également sur l'ensemble du Plateau de Chenôve pendant la période à risques mentionnée à l'article 5 du présent arrêté.

**Article 4 :**

Des dérogations peuvent être exceptionnellement accordées par la commune aux associations pour l'organisation des méchouis sur l'espace réservé à cet effet, à condition

que l'organisateur dispose sur place de moyens nécessaires et suffisants pour contrôler le feu et enrayer tout début d'incendie (extincteurs notamment), qu'il surveille constamment et attentivement le feu et qu'il s'engage à l'extinction totale avant son départ.

**Article 5 :**

La période d'interdictions posées aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté s'applique à la période estivale, période à risques, qui s'étend pour l'année 2018 du 21 juin au 23 septembre inclus.

**Article 6 :**

Une signalisation sera mise en place par la commune aux accès principaux du Plateau de Chenôve.

**Article 7 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de Chenôve ou de son affichage et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 8 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de son affichage.

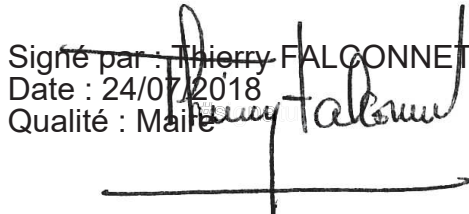
**Article 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Préfet de la Région Bourgogne et du Département de la Côte d'Or,
- Monsieur le Maire de Dijon,
- Monsieur le Maire de Marsannay-La-Côte,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant du groupement de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Président du SDIS,
- Monsieur le Délégué départemental de l'Office National des Forêts,
- Monsieur le le chef de service départemental de l'Office National de la chasse et de la faune sauvage,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  FALCONNET  
Date : 24/07/2018  
Qualité : Maire

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux chez Madame LAGOUTTE Brigitte, il y a lieu d'autoriser la mise en place d'une benne à gravats.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Les travaux réalisés au 18 rue Jules Blaizet pour le compte de Madame LAGOUTTE Brigitte nécessitent la mise en place d'une benne pour évacuation des gravats.  
L'implantation de cette benne est autorisée sur la première place de stationnement au bas de la voie d'accès au parking (en face de l'église Saint Nazaire).

#### Article 2 :

**Cet arrêté est exécutoire le jeudi 26 juillet 2018.**

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par Madame LAGOUTTE Brigitte sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le Centre Technique Municipal sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Madame LAGOUTTE Brigitte,  
Police Municipale,  
CTM,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de taille de haie par l'entreprise DUC & PRENEUF, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de l'entreprise URGO, avenue Roland Carraz.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise DUC & PRENEUF est autorisée à intervenir au droit de l'entreprise URGO, sur l'avenue Roland Carraz, entre la rue Paul Langevin et la rue de Longvic.  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux (300 m linéaires), avec maintien d'un cheminement pour piétons.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 31 juillet au 4 août 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DUC & PRENEUF sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DUC & PRENEUF, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

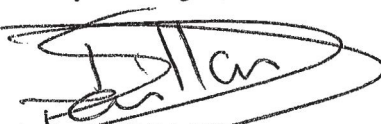
Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Directeur de l'entreprise DUC & PRENEUF,  
Police Municipale,  
KEOLIS,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de reprise et scellement d'avaloirs par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 52 avenue du 14 Juillet et au carrefour 52 rue Roger Salengro/rue Jean Mermoz.

### ARRÊTE

#### **Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 52 avenue du 14 Juillet et au carrefour 52 rue Roger Salengro / rue Jean Mermoz pour des travaux de reprise et scellement d'avaloirs.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 25 juillet 2018 au 31 juillet 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,  
Police Municipale,  
DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement du Cabinet d'Imagerie Médicale des Vignes au droit du 18 rue Antoine de Saint Exupéry, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement du Cabinet d'Imagerie Médicale des Vignes au droit du 18 rue Antoine de Saint Exupéry, il convient d'autoriser le stationnement d'un camion de déménagement sur la chaussée (3 places de stationnement), ce qui entraînera une restriction de circulation.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le 25 juillet 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de l'entreprise EVI BOURGOGNE au 72 rue Maxime Guillot, il y a lieu d'autoriser la mise en place d'un bungalow de chantier (abri sur roue).

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Les travaux réalisés au 72 rue Maxime Guillot par l'entreprise EVI BOURGOGNE nécessitent la mise en place d'un abri sur roue (bungalow de chantier).  
L'implantation de ce bungalow est autorisée sur le trottoir au droit du 74 rue Maxime Guillot (devant le commerce actuellement fermé) et devra être signalé par un système de protection adaptée avec maintien d'un cheminement pour piétons sur le trottoir d'une largeur suffisante pour permettre le passage des usagers ainsi que des personnes à mobilité réduite.  
La visibilité du carrefour devra être maintenue pour les automobilistes et les piétons, ainsi que l'accès au commerce.

#### Article 2 :

**Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 3 août 2018.**

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EVI BOURGOGNE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EVI BOURGOGNE sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise EVI BOURGOGNE,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de création d'un réseau Télécom par l'entreprise LHTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du n° 1 rue Jacques Daguerre.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du n° 1 rue Jacques Daguerre pour des travaux de création d'un réseau Télécom.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur une longueur maximale de 20 mètres. La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 06 août 2018 au 10 août 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 20 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux chez Madame CHESNOT Odile, il y a lieu d'autoriser la mise en place d'une benne à gravats.

### ARRÊTE

#### **Article 1 :**

Les travaux réalisés au 4 rue de Genève pour le compte de Madame CHESNOT Odile nécessitent la mise en place d'une benne pour évacuation des gravats.

L'implantation de cette benne est autorisée sur les places de stationnement devant le 4 rue de Genève.

Le stationnement de tout autre véhicule est strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 6 août au 8 août 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par Madame CHESNOT Odile sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par le Centre Technique Municipal sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame CHESNOT Odile,  
Police Municipale,  
CTM,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 30 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de M. et Mme PETRIAT au 5 B impasse Henri Marc, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit

### ARRÊTE

#### Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de M. et Mme PETRIAT, il convient de réserver les places de stationnement devant le 22 bis rue Roger Salengro pour le stationnement du camion de déménagement.

#### Article 2 :

**Cet arrêté est exécutoire les**

- mardi 14 août 2018 de 8h00 à 13h00
- mercredi 15 août 2018 à partir de 17h00 jusqu'au jeudi 16 août 2018 à 14h00
- vendredi 17 août 2018 à partir de 17h00 jusqu'au samedi 18 août 2018 à 9h00

#### Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur et Madame PETRIAT,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 30 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Monsieur GUILLOT au 103 rue de Marsannay, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit

### ARRÊTE

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Monsieur GUILLOT, il convient de réserver les places de stationnement en face du 3 rue du 14 Juillet (entre la descente de garage et les barrières de trottoir) pour le stationnement du camion de déménagement.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le 17 août 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur GUILLOT,,

CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 30 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur le réseau de chauffage urbain par l'entreprise BER 21, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement rue Edouard Herriot.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise BER 21 est autorisée à intervenir rue Edouard Herriot pour des travaux sur le réseau de chauffage urbain.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat par feux tricolores sur une longueur de 250 mètres suivant l'avancement des travaux. La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux sur toute la longueur de la voie (à droite et à gauche).

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 6 août 2018 au 28 septembre 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BER 21 sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BER 21 sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise BER 21,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 30 juillet 2018



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD